

LÉGISLATIVES 2024

Prix de l'énergie, interdiction de location des passoires thermiques, loi pour stabiliser les aides à la rénovation...

Ce que les copropriétaires attendent en matière de rénovation énergétique

A quelques jours du 1^{er} tour des élections législatives, les candidats dévoilent leurs propositions pour soutenir la rénovation énergétique des logements, secteur qui, à la suite des dernières réformes, enregistre une chute drastique du nombre de chantiers.

Particulièrement à la peine sur le sujet, les 45% de Français vivant en logement collectif sont confrontés à des démarches complexes et fastidieuses pour engager des travaux. Pourtant, dans un contexte d'augmentation des prix de l'énergie et de hausse des charges de copropriété, ils se montrent majoritairement favorables à la rénovation de leur immeuble.

Qu'attendent les copropriétaires pour passer à l'action ? C'est la question posée par l'institut OpinionWay pour le spécialiste du financement des travaux de rénovation énergétique PrimesEnergie.fr, à un panel représentatif des propriétaires d'appartements.

Mettre fin à l'instabilité chronique des aides et revaloriser les monogestes

Pouvoir engager des travaux progressivement, plutôt que de tout miser sur des rénovations globales difficiles à faire voter, à financer, et à réaliser. C'est la principale volonté exprimée par 79% des copropriétaires français, qui sont également 75% à souhaiter pouvoir bénéficier de soutien financier lorsqu'ils entreprennent à titre individuel des travaux d'économie d'énergie au sein de leur logement.

Un temps exclu des mécanismes d'aides, les travaux simples (dits « monogestes ») sont de nouveau éligibles depuis le 15 mai dernier et ce... jusqu'au 31 décembre prochain.

Parmi les principales attentes des copropriétaires

 79%
valoriser les monogestes

 75%
baisser le prix de l'énergie

 54%
repousser l'interdiction de location des passoires thermiques

 49%
réserver les aides aux plus modestes

 78%
vote d'une loi pour stabiliser les aides

 74%
conditionner les aides à la performance des travaux

 52%
rendre la rénovation énergétique obligatoire

Pointée du doigt par la profession comme l'une des principales causes des difficultés rencontrées par le secteur ces derniers mois, les atermoiements autour des aides à la rénovation énergétique – qu'il s'agisse des typologies de travaux éligibles ou des ménages concernés – est également un problème pour les copropriétaires. Près de 8 sur 10 (78%) réclament le vote d'une loi garantissant sur plusieurs années la stabilité des aides au financement des travaux. Et 74% d'entre eux souhaitent que celles-

ci soient conditionnées à la performance effective des travaux réalisés, afin de réduire la fraude qui a gangréné le secteur.

Baisser drastiquement le prix de l'énergie...

Après une hausse substantielle des prix de l'électricité ces derniers mois, la Commission de Régulation de l'Energie a annoncé début juin que les prix du gaz augmenteront de près de 12% dès ce mois de juillet. Une situation qui pèse lourdement sur le portefeuille des ménages. C'est donc logiquement que **3/4 des copropriétaires réclament une baisse drastique des prix de l'énergie qu'ils jugent trop chère**. Une demande qui fait d'ailleurs écho à des promesses faites par plusieurs partis politiques dans le cadre de la campagne pour les élections législatives.

... et repousser l'interdiction de location des passoires thermiques

Afin d'accélérer le rythme des rénovations de logements, la loi prévoit l'interdiction progressive des passoires thermiques, à compter de 2025. Si cette mesure a été décidée il y a plusieurs années, l'approche de l'échéance inquiète : **plus d'1 copropriétaire sur deux (54%) souhaitent son report**.

Sont-ils pour autant contre le fait de rénover leur logement ? Loin de là. 70% d'entre eux se déclarent favorables à l'évaluation de la performance énergétique des logements individuels, et **52% seraient d'accords pour que la rénovation énergétique devienne obligatoire**. Une part très significative (44%) accepterait d'ailleurs de payer plus chers leurs travaux s'ils avaient la garantie qu'ils soient bien effectués, 49% considérant par ailleurs que les aides devraient être réservées aux ménages modestes. Parallèlement, 60% des répondants indiquent qu'ils souhaitent que les copropriétaires qui ont les moyens mais qui freinent le vote des travaux de rénovation énergétique soient sanctionnés.



Pour Nicolas Moulin, fondateur de PrimesEnergie.fr et spécialiste de la rénovation énergétique des logements, « *au-delà de tout clivage politique, cette étude est riche d'enseignements et démontre l'urgence de mettre en place une véritable politique globale autour du logement et en particulier en matière de rénovation énergétique. Une des priorités semble être la nécessité de donner un cap et de s'y tenir sur le long terme. Il faut simplifier le parcours des particuliers, qui s'y perdent dans le maquis changeant des orientations gouvernementales et leur garantir*

une lisibilité durable pour mettre fin aux effets contre-productifs des stop and go. L'autre chantier majeur auquel il faudra s'attaquer est celui de la fraude, qui profite soit d'effets d'aubaines liés aux montants des aides disponibles, soit du millefeuille d'interlocuteurs intervenant dans le cadre d'un projet ».

A propos de PrimesEnergie.fr (groupe Vos Travaux Eco)

Créé en 2010, Vos Travaux Eco accompagne les particuliers, entreprises et collectivités sur le chemin de l'efficacité énergétique, de l'identification des besoins jusqu'au versement des aides en passant par le choix d'un artisan qualifié. Via son site dédié PrimesEnergie.fr, l'entreprise compte parmi les principaux acteurs du secteur et a incité plus d'un milliard d'euros depuis sa création.